



Corine Pelluchon

Manifeste animaliste. Politiser la cause animale

Editions Alma, 2016, 112 pages

Les réflexions sur le rapport Homme-Animal sont aussi vieilles que les traces laissées, au fil de l'histoire, par la philosophie ou la littérature. Le sujet s'est réimposé au XIX^e siècle, notamment en Angleterre, avant de se diffuser au monde entier. Dans notre pays, cette « question animale » monte en puissance, ces dernières décennies, à travers des débats publics, l'élaboration de normes, des actions militantes et les marronniers médiatiques. Aujourd'hui, une nouvelle étape s'amorce : « l'animalisme » frappe à la porte du système politique et tente de gagner des décideurs à sa cause. L'intérêt de cet ouvrage est de formuler et d'incarner, de façon synthétique et claire, ce programme politique animaliste, cette profession de foi antispéciste, d'en décrire le contenu, d'en exprimer l'essence et les principes, d'en signaler les conditions d'échec ou de réussite.

La première partie de l'ouvrage rappelle les tenants et les aboutissants de la « cause animale », telle qu'elle est habituellement construite : souffrances en élevage intensif puis en abattoirs, expériences de laboratoire, privation de liberté dans les zoos, profit des animaleries, exploitation économique sans précédent des animaux de rente, mais aussi reconnaissance de leur sentience et de leur sensibilité, de leur droit d'avoir des droits, et souci croissant pour leurs conditions de vie. Victimes désignées de notre brutalité, les animaux seraient, pour l'auteure, le reflet d'une civilisation humaine violente, rendant nécessaire le passage à une société respectueuse de l'égalité des intérêts des humains et des non-humains.

La deuxième partie soutient l'idée d'une nécessaire politisation de cette cause animale. Habiter la Terre, c'est cohabiter avec tous les autres vivants, et si seuls les humains sont des citoyens à part entière, les animaux sont a minima des sujets politiques puisqu'ils ont des intérêts à défendre. Pour C. Pelluchon, la future société démocratique devra concilier droits de l'homme et respect des animaux, en inscrivant les préférences de ces derniers dans la définition du bien commun. Pour cela, il faudra se doter d'une véritable théorie politique des capacités animales, se démarquant du frileux juridisme administratif, tout juste bon à normer la taille des cages à poules.

La dernière partie, plus classique, recense les propositions concrètes que devrait mettre en oeuvre l'État : fin de la captivité dans les cirques et les parcs animaliers, fermeture des delphinariums, interdiction de la corrida et des spectacles de combats, suppression de la chasse à courre, interdiction de la fourrure et du foie gras, promotion des régimes alimentaires végétaliens et des modes de vie véganes, passage à l'élevage extensif, mise à mort douce en abattoirs, suppression des expérimentations animales, désignation de défenseurs des animaux dans les instances politiques représentatives. Le tout en veillant toujours à indemniser les pertes subies par les groupes professionnels (éleveurs, commerçants, etc.) agissant en faveur de l'amélioration de la condition animale.

Bruno Hérault

Chef du Centre d'études et de prospective

MAA

bruno.herault@agriculture.gouv.fr